Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1617

Artikel: UNIA : la fusion finale
Autor: Schwaab, Jean Christophe / Pochon, Charles-F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019298

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La fusion finale

Les principaux syndicats des secteurs secondaire et tertiaire vont se regrouper pour faire face à l'évolution du marché du travail.

Le mouvement syndical suisse s'est longtemps développé en syndicats de branches. A chaque profession, chaque branche, voire à chaque entreprise, son syndicat. Cette organisation découlait d'une certaine logique: les conventions collectives de travail (CCT) ne couvrent en général pas plus d'une branche, quand elles ne se limitent pas à une seule entreprise. Pour le travailleur organisé, qui auparavant conservait son métier et son employeur durant toute sa vie active, le besoin d'une alliance avec les employés des autres branches ne se faisait que peu sentir. De plus, l'excellent climat social qui régnait dans notre pays favorisait les petits syndicats, qui négociaient avec un patron qu'ils connaissaient bien, souvent dans une atmosphère conviviale. C'étaient aussi souvent les barrières cantonales ou linguistiques qui définissaient le champ d'action des associations de travailleurs.

Après la crise économique

La crise des années 1980 a changé la donne. La montée du chômage, phénomène marginal lors des Trente glorieuses a augmenté la pression du patronat sur les travailleurs. Les pertes d'emplois ont poussé ces derniers à changer plus fréquemment d'entreprise, voire de métier. Faire un apprentissage n'est de plus en plus souvent que le moyen d'obtenir un CFC, qui sert alors de tremplin à une carrière dans un domaine parfois très différent. A cela s'est ajoutée la déliquescence de la place industrielle suisse: des milliers d'emplois du secteur secondaire ont disparu, pendant que le secteur tertiaire se développait à grande vitesse. Dans ce secteur, les employés sont traditionnellement beaucoup moins organisés que dans le secondaire ce qui a réduit considérablement l'influence syndicale. Parallèlement à ces bouleversements, les patrons ont durci le ton et rendu le dialogue social plus ardu.

S'adapter ou disparaître

Confrontés à une érosion constante du nombre de leurs adhérents, ceux-ci ont pris des mesures. Le syndicat du bâtiment et du bois et celui de la chimie et du textile ont montré la voie il y a douze ans en fondant le Syndicat Industrie et Bâtiment (SIB), qui a tout de suite gagné une réputation de combativité inhabituelle au pays de la paix du travail. Le SIB s'est allié au syndicat de l'horlogerie, de l'artisanat, des machines et de la métallurgie (FTMH) pour fonder unia au milieu des années nonante, afin d'organiser les employés du secteur tertiaire. Le mouvement a fait tache d'huile du côté de l'autre «pôle syndical» suisse. Travail.suisse s'est récemment créé autour des syndicats chrétiens, confrontés à une érosion de leurs membres plus spectaculaire encore et à un manque flagrant de relais politiques. Parallèlement à ces concentrations, la politique conventionnelle a repris du poil de la bête: de nouvelles CCT ont été conclues dans des secteurs qui n'en avaient pas, par exemple dans les anciennes régies fédérales pour remplacer les statuts de fonctionnaires. La conclusion des accords bilatéraux a aussi redonné de l'importance aux CCT.

Une maison commune

Cette politique de renforcement syndical atteindra une nouvelle étape le 16 octobre, lors de la fusion du SIB, de la FTMH, de leur «filiale» commune unia, du syndicat des transports, de l'alimentation et de la vente FCTA et de l'Association des Commis de Genève, pour créer le nouveau syndicat UNIA. L'approche est résolument interprofessionnelle. Comme les quelque 200 000 membres de la future UNIA ne conserveront guère leur métier et leur employeur durant la totalité de leur vie active, la nouvelle organisation les accompagnera et les défendra sans qu'ils aient besoin de changer de syndicat de branche. La création d'une unique centrale syndicale renforcera aussi le poids de négociation des employés, face à un patronat qui, sous l'influence croissante de l'UDC, est de moins en moins enclin à la négociation et se sert de tous les prétextes pour faire pression sur les conditions de travail. Témoin de cette nouvelle donne sociale, l'augmentation du nombre de grèves, dans les secteurs le plus divers.

Mais pour améliorer la situation des travailleurs, il faudra plus qu'un simple regroupement des forces. La nouvelle UNIA devra parvenir à gagner de nouveaux membres et à se développer dans les secteurs économiques en plein essor où le taux d'organisation est très bas, comme le secteur tertiaire ou les nouvelles technologies. Sinon, l'industrie traditionnelle risque bien d'emporter les syndicats dans son déclin. *jcs*

La Maison du Peuple à Berne

C'est vrai, le Volkshaus a été rebaptisé Hotel Bern il y a des années, mais l'esprit reste le même. La société propriétaire s'appelle toujours Volkshaus AG. Elle est propriété des syndicats FTMH, SIB, SEV et a comme autres actionnaires COOP, Nationale Vie et la ville de Berne. A l'occasion d'une récente rénovation de la partie hôtelière, une journée portes ouvertes a donné à chacun la possibilité de visiter l'établissement et de découvrir de nombreux témoignages de ses relations avec le monde des salariés organisés. Dernier élément à considérer: l'Hotel Bern participait le 22 septembre à la journée sans voiture. La restauration sur la Place fédérale lui avait été confiée. Le service aux tables était assuré par des candidats aux prochaines élections communales des listes de l'alliance Rouge-Verte-Centre (RGM) qui affichaient leurs appartenances via leurs vêtements. Ce n'est pas l'étiquette qui compte mais bien l'affirmation de ses convictions. Il y a encore une Maison du Peuple à Berne. Heureusement! *cfp*